

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2010 — 1848

[C – 2010/31278]

**5 MARS 2009. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française**

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française. Cet accord de coopération-cadre est annexé au présent décret.

**Art. 3.** Le Collège fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2009.

Le Président, chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales,

Ch. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique, de la Politique de la Santé  
et de la Formation professionnelle des Classes moyennes,

B. CEREXHE

La Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle,  
de la Culture, du Transport scolaire, de l'Action sociale de la Famille,  
du Sport et des Relations internationales,

E. KIR

ANNEXE

**Accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008,  
entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu l'article 4, 16°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4°, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret III de l'assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4°, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4°, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Considérant l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003;

Considérant l'accord de coopération du 8 mars 1997 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le collège de la Commission communautaire française, relatif à la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

Considérant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Considérant l'accord de coopération relatif à l'organisation de la formation en alternance signé à Bruxelles, le 11 juin 1999 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française;

Considérant le protocole d'accord conclu à Bruxelles, le 17 novembre 2005, entre l'IFAPME, la COCOF (SFPME) et l'IFPME (ALTIS);

Considérant les avis rendus par :

1° le CESRW en date du 7 juillet 2008;

2° l'IFAPME en date du 8 juillet 2008;

3° le SFPME en date du 25 juin 2008;

4° la CCFEE en date du 4 juillet 2008;

5° l'IFPME en date du 9 juillet 2008;

6° le Comité de concertation des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement obligatoire en date du 26 juin 2008;

7° le Comité de Secteur IX : Enseignement en date du 7 juillet 2008;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2008;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 15 octobre 2008;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 24 octobre 2008;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, de son Ministre de l'Enseignement obligatoire, M. Christian Dupont et de son Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Jeunesse, M. Marc Tarabella;

La Région wallonne représentée, par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte et de son Ministre de la Formation, M. Marc Tarabella;

La Commission communautaire française, représentée par son collège en la personne de son Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé, M. Benoît Cerexhe et de sa Ministre, membre du collège, chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire, Mme Françoise Dupuis,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent accord-cadre de coopération, on entend par :

1° "Formation en alternance" : la formation professionnelle qui combine une formation pratique en milieu de travail et une formation auprès d'un opérateur de Formation en alternance portant sur des matières générales et professionnelles et qui s'organise dans le cadre d'un partenariat entre un opérateur de formation ou d'enseignement, un apprenant en alternance et une entreprise, selon des modalités précises en termes de durée de formation, de reconnaissance de la formation acquise, de certification telle que visée à l'article 3, d'encadrement, de rétribution et de droits sociaux;

2° "opérateurs de Formation en alternance" :

a) tout Centre d'Education et de Formation en alternance visé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, ci-après dénommé : "CEFA";

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service Formation P.M.E. créé au sein des Services du collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation conformément à l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 tel que modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003, ci-après dénommé : "IFAPME" et "SFPME";

3° "apprenant en alternance" :

a) soit le jeune inscrit dans une formation qui répond à l'obligation scolaire à temps partiel, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

b) soit le jeune âgé de plus de 18 ans et de moins de 25 ans;

et qui commence une Formation en alternance auprès d'un des opérateurs de Formation en alternance visés au 2°, conclut un contrat d'alternance tel que visé au 7° et effectue une formation en entreprise telle que visée au 4°;

4° "entreprise" : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public qui accueille un apprenant en alternance dans les liens d'un contrat d'alternance tel que visé au 7°;

5° "réfèrent" : le délégué à la tutelle relevant de l'IFAPME ou du SFPME, le coordonnateur, l'accompagnateur ou tout membre du personnel du CEFA, chacun pour ce qui le concerne, qui remplit les missions visées au § 2;

6° "tuteur" : la personne désignée au sein de l'entreprise comme responsable, au sein de celle-ci, de la formation et de l'accompagnement d'un apprenant en alternance, conformément au § 3;

7° "contrat d'alternance" : le contrat qui peut être conclu à tout moment de l'année de formation et qui règle, selon les modalités visées à l'article 2, les droits et obligations de l'apprenant en alternance et de l'entreprise et qui est accompagné d'un plan de formation tel que détaillé au § 4;

8° "Gouvernements" : le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Le référent a pour missions :

- 1° de veiller au respect du contrat d'alternance et du plan de formation qui y est annexé;
- 2° d'être l'intermédiaire indispensable à la conclusion du contrat d'alternance, de veiller à ce qu'il soit conduit à bonne fin et d'être notamment chargé des aspects administratifs dans le cadre du suivi de l'apprenant en alternance durant sa formation en entreprise;
- 3° de veiller à assurer une collaboration efficace entre l'apprenant en alternance, l'entreprise, le tuteur et l'opérateur de Formation en alternance;
- 4° d'accompagner l'apprenant en alternance dans les démarches visant à maintenir ses droits sociaux et lui fournir toutes les informations utiles dans les démarches concernant les droits visés au § 1<sup>er</sup>, 1°.

Les Gouvernements précisent conjointement ces missions conformément à l'article 17.

§ 3. Le tuteur a pour mission de veiller à ce que l'apprenant en alternance acquière, au sein de l'entreprise, les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice du métier auquel il se destine.

La désignation d'un tuteur et l'exercice de sa mission sont les garants d'un accompagnement de qualité au sein de l'entreprise, lequel conditionne l'accès à l'incitant financier visé à l'article 15, alinéas 2 et 3.

Les Gouvernements précisent conjointement cette mission conformément à l'article 17.

§ 4. Le plan de formation est annexé au contrat d'alternance. Il est élaboré par l'opérateur de formation en collaboration avec l'entreprise et l'apprenant en alternance. Il détaille le parcours de formation de l'apprenant en alternance et les compétences à lui faire acquérir, à la fois par le biais de la formation en entreprise et à la fois, par le biais de la formation organisée par l'opérateur de Formation en alternance.

Le plan de formation est individuel et a pour objectif d'identifier au mieux le parcours de formation de l'apprenant en alternance en lui permettant de bénéficier, s'il échet, des dispenses prévues par ou en vertu de la législation organique des opérateurs de Formation en alternance.

Il comprend, notamment :

- 1° la liste des compétences initiales de l'apprenant en alternance;
- 2° le relevé des titres, certificats et diplômes acquis;
- 3° les compétences à acquérir par l'apprenant en alternance, conformément aux profils de formation produits par le Service francophone des Métiers et Qualifications, ci-après dénommé le "SFMQ";
- 4° les objectifs de l'évaluation finale de l'apprenant en alternance et ce, en se référant aux seuils de maîtrise fixés par le SFMQ.

§ 5. Conformément à l'article 17, les Gouvernements précisent conjointement le contenu et les modalités de mise en oeuvre du contrat d'alternance et du plan de formation qui lui est annexé et prennent toutes les dispositions légales et réglementaires pour que ce contrat d'alternance et le plan de formation qui lui est annexé remplacent, dans les délais qu'ils précisent, les Conventions de formation en alternance, la Convention d'insertion socio-professionnelle et le contrat d'apprentissage.

Conformément à l'article 17, les Gouvernements peuvent conjointement préciser les définitions de la Formation en alternance et de l'apprenant en alternance ainsi qu'étendre la liste des opérateurs de Formation en alternance.

## CHAPITRE II. — *Conditions d'accès à la Formation en alternance, obligations de l'apprenant en alternance, de l'entreprise et des opérateurs de Formation en alternance*

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de la loi concernant l'obligation scolaire, le candidat apprenant en alternance doit, pour avoir accès à la Formation en alternance :

- 1° préalablement à l'inscription auprès d'un opérateur de Formation en alternance, avoir soit :
  - a) réussi le 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4;
  - b) réussi la 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire professionnel ordinaire ou spécialisé de forme 4;
  - c) fréquenté la 3<sup>e</sup> année de différenciation et d'orientation au sein de l'enseignement ordinaire ou spécialisé de forme 4;
  - d) fréquenté la 2<sup>e</sup> phase au sein de l'enseignement spécialisé de forme 3;
  - e) réussi une épreuve d'admission sur base d'un test portant sur les prérequis nécessaires dont les modalités sont déterminées par le Service général d'inspection de l'Enseignement de la Communauté française.

A défaut, le candidat doit avoir fait l'objet de la part du conseil de classe, à l'issue de la 2<sup>e</sup> année différenciée ou de l'année différenciée supplémentaire visées par le décret organisant la différenciation structurelle au sein du 1<sup>er</sup> degré afin d'amener tous les élèves à la maîtrise des socles de compétences, d'une décision lui ouvrant, parmi d'autres possibilités, celle de poursuivre sa formation en alternance.

Le cas échéant, le jeune suivra auprès de l'opérateur de formation une période préparatoire destinée à lui faire acquérir les prérequis nécessaires évoqués au point e) ci-dessus;

2° conclure un contrat d'alternance et effectuer effectivement une formation en entreprise.

§ 2. L'apprenant en alternance est tenu, conformément à et sans préjudice du § 6, aux obligations suivantes :

- 1° être présent en entreprise conformément aux modalités du contrat d'alternance et tout mettre en oeuvre pour arriver au terme de celui-ci;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur, ainsi que par son référent, en vue de la bonne exécution du contrat d'alternance;
- 3° fréquenter assidûment les cours ou les formations et participer aux évaluations formatives et certificatives;
- 4° participer, en cas de rupture ou de suspension du contrat d'alternance, au programme spécifique mis en place par l'opérateur de formation.

§ 3. L'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés qui est l'interlocuteur unique, est tenue aux obligations suivantes :

1° veiller à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives;

2° préparer l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine;

3° mettre en oeuvre l'accompagnement nécessaire à l'intégration de l'apprenant en alternance au sein de l'entreprise pendant le temps de la Formation en alternance;

4° veiller à confier à l'apprenant en alternance des tâches en rapport avec son plan de formation et au métier auquel il se destine et ne présentant aucun danger pour sa santé et son intégrité physique;

5° contracter une assurance contre les accidents du travail ou sur le chemin du travail qui peuvent survenir à l'apprenant en alternance au cours ou par le fait de l'exécution du contrat d'alternance;

6° respecter les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en alternance sans pour autant lui appliquer les dispositions relatives à un travailleur au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

7° occuper dans l'entreprise l'apprenant en alternance au minimum six cents heures d'activité de formation, réparties sur vingt semaines au moins. L'année de formation peut se dérouler conformément au calendrier scolaire ou être organisée selon d'autres modalités déterminées conjointement par les Gouvernements conformément à l'article 17;

8° payer une rétribution à l'apprenant en alternance.

La rétribution est progressive compte tenu du parcours de formation, de l'acquisition des compétences par l'apprenant en alternance et de l'année de formation, et liée au temps presté en entreprise. Le montant de celle-ci et les modalités de calcul et de liquidation sont fixés conjointement par les Gouvernements conformément à l'article 17.

§ 4. L'opérateur de Formation en alternance est tenu aux obligations suivantes :

1° accueillir, informer et aider tout jeune qui désire devenir apprenant en alternance avec le souci de proposer la solution de formation la plus appropriée en établissant un plan de formation individualisé qui valorise les acquis et le projet professionnel du candidat apprenant en alternance et qui respecte les profils de formation;

2° rechercher, éventuellement avec l'aide de l'organisme visé à l'article 4, des formations en entreprise adaptées au profil de l'apprenant en alternance;

3° superviser la conclusion du contrat d'alternance et veiller à sa bonne exécution;

4° évaluer en tant que prérequis à la conclusion du contrat d'alternance les compétences de l'apprenant en alternance en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-être et, le cas échéant, proposer à l'apprenant en alternance un programme préparatoire donnant à celui-ci les moyens de rencontrer les prérequis convenus;

5° garantir que l'apprenant en alternance et l'entreprise répondent aux obligations visées aux §§ 3 et 4;

6° dispenser les cours et la formation prévus par les référentiels, sur base des profils de formation établis par le SFMQ;

7° accompagner l'apprenant en alternance dans son parcours de formation au sein de l'entreprise;

8° informer l'apprenant en alternance des conditions de certification telles que visées à l'article 3 et de leurs effets de droit;

9° informer l'apprenant en alternance sur les possibilités d'insertion socioprofessionnelle et sur le marché de l'emploi en collaboration avec le service public de l'emploi compétent;

10° mettre en place, en cas de rupture du contrat d'alternance ou de suspension de plus de trois mois, un programme spécifique qui aura pour objectif d'assurer la continuité de la formation de l'apprenant en alternance et s'assurer que celui-ci y participe;

11° mettre en place un service de conciliation auquel peuvent recourir l'apprenant en alternance ou l'entreprise.

Les Gouvernements peuvent conjointement, à défaut de profils de formation tels que visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, autoriser l'organisation d'une formation qui ne correspond pas à un profil de formation établi par le SFMQ. Cette formation est sanctionnée par une attestation de compétences professionnelles. A titre transitoire, les formations en apprentissage de l'IFAPME et du SFPME qui, à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération, sont déjà reconnues par la Commission de reconnaissance des formations en apprentissage mais dont le profil de formation doit encore être défini par le SFMQ, pourront également être sanctionnées par le certificat d'apprentissage. Les dits profils devront être définis dans un délai n'excédant pas cinq ans.

Le programme spécifique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, comprend des modules de formation ainsi qu'un suivi notamment d'information et d'orientation en fonction du type et des motifs de rupture ou de suspension. Sans préjudice de ce qui précède et dans le cas d'une rupture du contrat d'alternance, l'opérateur met tout en oeuvre pour proposer une nouvelle formation en entreprise à l'apprenant en alternance. A défaut, il entreprend toutes les démarches nécessaires en vue de le réintégrer dans un parcours de formation et alerte les services ad hoc chargés de faire assurer le respect de la loi du 29 juin 1983 précitée.

L'opérateur de Formation en alternance établit le programme préparatoire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, et l'exécute en interne ou, s'il échet, en partenariat avec d'autres opérateurs de formation. Le programme préparatoire ne peut, sauf exceptions, excéder une durée de trois mois. A l'issue de ce délai, si l'apprenant en alternance est encore soumis à l'obligation scolaire, l'opérateur de Formation en alternance entreprend les démarches nécessaires en vue de le réintégrer dans un parcours de formation.

§ 5. Les parties prenantes au contrat d'alternance et au plan de formation se doivent respect et égards mutuels.

§ 6. Conformément à l'article 17, les Gouvernements précisent conjointement les conditions d'accès et les obligations visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 5 et les traduisent dans le contrat d'alternance et dans le plan de formation qui y est annexé dont ils déterminent les contenus.

CHAPITRE III. — *Accès de l'apprenant en alternance à la certification*

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les Gouvernements déterminent conjointement, notamment sur base de l'évaluation de la collaboration actuelle entre d'une part l'Enseignement de Promotion sociale et d'autre part, l'IFAPME et le SFPME visant la délivrance par l'Enseignement de Promotion sociale de certificats de qualification à des apprenants formés auprès de ces opérateurs, les conditions auxquelles ces opérateurs peuvent délivrer les certificats de qualification par les moyens qui leur sont propres.

L'alinéa 1<sup>er</sup> sera d'application à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> porteront sur :

1° la reconnaissance par le Gouvernement de la Communauté française de ce que le certificat de qualification délivré par l'IFAPME et le SFPME sanctionne un ensemble de compétences équivalant au certificat de qualification correspondant délivré par l'Enseignement secondaire de plein exercice ou de Promotion sociale;

2° la nécessité qu'au terme de la formation, les jeunes aient acquis l'ensemble des compétences décrites par le profil de formation concerné approuvé par le Gouvernement de la Communauté française et confirmé par le Parlement de la Communauté française sur base d'une proposition du Service francophone des métiers et des qualifications;

3° la vérification par le Service général de l'Inspection de la Communauté française, comme pour l'enseignement, du niveau d'acquisition des compétences;

4° l'existence d'un système de titres requis.

Le Gouvernement reconnaît l'équivalence des ensembles de compétence visés à l'alinéa 3, 1°, sur avis d'une cellule de consultation composée, pour trois quart de représentants du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et de la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale et pour un quart de représentants de l'IFAPME et du SFPME.

Les Gouvernements s'engagent également à adapter les dispositions réglementaires en vue de permettre aux jeunes de poursuivre leur formation auprès de l'IFAPME ou du SFPME alors qu'ils l'ont débutée dans l'Enseignement et réciproquement.

§ 2. Les porteurs d'un certificat de qualification délivré par l'IFAPME ou le SFPME qui souhaitent obtenir le certificat de l'Enseignement secondaire du second degré ou le certificat de l'Enseignement secondaire supérieur pourront l'obtenir, soit via l'Enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance soit via l'Enseignement de Promotion sociale et ce, selon les modalités et conditions de délivrance du certificat de l'Enseignement secondaire du second degré ou du certificat de l'Enseignement secondaire supérieur aux porteurs d'un certificat de qualification délivré par l'Enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance ou par l'Enseignement de Promotion sociale.

Pour exécuter l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement de la Communauté française prend ou propose, si nécessaire, les adaptations à la législation et à la réglementation relatives à la délivrance du certificat de l'Enseignement secondaire supérieur aux porteurs d'un certificat de qualification et ce pour tenir compte de la volonté des Gouvernements de permettre l'accès au certificat de l'Enseignement secondaire supérieur aux porteurs d'un certificat de qualification délivré par l'IFAPME ou le SFPME.

CHAPITRE IV. — *Pilotage de la Formation en alternance*

Art. 4. Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé Office francophone de la Formation en alternance, ci-après dénommé "OFFA".

L'OFFA a la personnalité juridique.

L'OFFA est classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La mention de sa dénomination est ajoutée à sa place dans l'ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, B, de la loi précitée.

Sous réserve des dispositions du présent accord et des décrets et ordonnances adoptés par les parties signataires, l'OFFA est soumis à l'ensemble des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution qui sont applicables aux organismes de catégorie B.

L'OFFA a son siège administratif à Bruxelles. Il peut décider de répartir ses activités dans plusieurs sites sur le territoire de la région de langue française et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. L'OFFA est chargé du pilotage de la Formation en alternance.

Dans le cadre du présent accord, il accomplit les missions suivantes :

1° proposer et recommander aux Gouvernements, d'initiative ou sur demande, toute mesure utile au développement de la Formation en alternance;

2° remettre d'initiative ou sur demande des Gouvernements un avis sur les avant-projets de décret ou d'ordonnance ainsi que les projets d'arrêté ou de règlement relatifs à l'exécution du présent accord;

3° être le garant du statut et la mobilité de l'apprenant en alternance quel que soit l'opérateur de Formation en alternance choisi par celui-ci;

4° assurer la transparence entre offre et demande de contrat d'alternance, en collaboration avec les opérateurs et éventuellement avec les secteurs professionnels;

5° organiser, sans préjudice des actions de promotion menées par les opérateurs de Formation en alternance, la promotion globale de la Formation en alternance, notamment auprès des entreprises et, si nécessaire, avec les fédérations professionnelles;

6° assurer une coordination au niveau local, éventuellement à partir des Conseils zonaux de l'Alternance, entre les opérateurs de Formation en alternance et l'Enseignement dans le domaine de l'information et de l'orientation des jeunes;

7° procéder à un examen quantitatif et qualitatif permanent de la situation de la Formation en alternance en région de langue française et en région bilingue de Bruxelles-Capitale afin de doter la Formation en alternance d'un système d'indicateurs, en collaboration avec les opérateurs de Formation en alternance et, si nécessaire, avec le soutien des services et administrations des Gouvernements ou tous autres organismes compétents en matière de Formation en alternance ainsi qu'en matière de prospective et de statistique;

8° collaborer, en tant qu'experts, aux travaux de la Chambre Enseignement-Formation du SFMQ;

9° inscrire la Formation en alternance dans le contexte institutionnel et socio-économique ainsi que dans les politiques d'Education et de Formation tout au long de la vie tant au niveau francophone qu'europhéen;

10° décider de l'octroi et liquider aux entreprises les incitants financiers à la Formation en alternance visés à l'article 15, alinéa 2;

11° assurer la diffusion d'informations sur les conditions de mise en oeuvre du présent accord et sur les procédures définies conjointement par les Gouvernements conformément à l'article 17;

12° concevoir et assurer la formation à l'utilisation d'outils de préparation, de suivi et d'outils d'évaluation de la Formation en alternance;

13° élaborer et adresser annuellement et conjointement aux Gouvernements un rapport d'activités comprenant une évaluation de la mise en oeuvre du présent accord de coopération.

Conformément à l'article 17, les Gouvernements peuvent conjointement préciser ces missions et prendre toutes dispositions permettant d'assurer la nécessaire coordination entre leurs différents services, administrations et tous autres organismes compétents en matière de Formation en alternance.

Art. 6. L'OFFA est administré par un comité de gestion composé de 21 membres, dont :

1° un président et deux vice-présidents;

2° trois représentants et autant de suppléants de l'IFAPME;

3° deux représentants et autant de suppléants du SFPME;

4° quatre représentants et autant de suppléants de l'Enseignement obligatoire;

5° un représentant et un suppléant de l'Enseignement de Promotion sociale;

6° quatre représentants et autant de suppléants des organisations représentatives des travailleurs;

7° quatre représentants et autant de suppléants des organisations représentatives des employeurs.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 17, les Gouvernements désignent et nomment conjointement le président et les vice-présidents pour une durée reconductible de cinq ans.

Conformément à l'article 17, les Gouvernements désignent conjointement et pour une durée reconductible de cinq ans, les autres membres effectifs et leurs suppléants sur proposition :

1° du Conseil général de concertation de l'Enseignement obligatoire et du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale en ce qui concerne les membres visés à l'article 6, 4° et 5°;

2° du Conseil économique et social de la Région wallonne et du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne les membres visés à l'article 6, 6° et 7°.

Les Gouvernements s'engagent à respecter, en ce qui concerne les désignations et nominations, la présence équilibrée d'hommes et de femmes.

Nul ne peut être désigné comme membre effectif ou suppléant s'il est ou a été membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Nul ne peut être désigné comme membre effectif ou suppléant s'il est membre de la Chambre des représentants, du Sénat ou d'un des parlements régionaux et communautaires.

§ 2. Le mandat des membres de l'OFFA prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisme qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisme qu'il représente;

4° lorsqu'un membre atteint l'âge de 67 ans accomplis sauf dérogation octroyée conjointement par les Gouvernements pour des raisons dûment motivées;

5° lorsqu'il est absent plus de trois fois non justifiées par an;

6° lorsqu'il ne participe pas à la moitié des réunions annuelles sauf dérogation octroyée conjointement pour des raisons médicales par les Gouvernements;

7° lorsqu'il devient membre d'un organisme ou d'une association visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé par son suppléant qui devient membre effectif pour la période qui reste à couvrir; un nouveau suppléant étant désigné conformément au § 1<sup>er</sup>.

Toutes les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des membres.

Le comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation conjointe, aux Gouvernements.

Le règlement d'ordre intérieur du comité de gestion doit, notamment, prévoir :

1° le nombre minimal de réunions annuelles;

2° les règles concernant la convocation, si possible par voie électronique, du comité de gestion;

3° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

4° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du président et du ou des vice-président(s);

5° les règles de quorum pour que le comité de gestion délibère valablement ainsi que les modalités de vote des membres;

6° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

7° le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;

8° les conditions de recours à ainsi que les modalités de mise en oeuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;

9° le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'OFFA;

10° les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

11° le cas échéant, le siège et le lieu des réunions du comité de gestion;

12° les modalités de consultation du rapport annuel;

13° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts;

14° le caractère public ou non des réunions du comité de gestion.

Sont applicables, en ce qui concerne les membres du comité de gestion proposés par des Institutions ou organismes relevant de la Région wallonne et désignés ou nommés par le Gouvernement wallon ainsi qu'en ce qui concerne le commissaire désigné par le Gouvernement wallon :

1° le décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, sous réserve de la modification de l'article 3 de celui-ci;

2° le décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif au commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, sous réserve de la modification de l'article 3 de celui-ci.

Le décret du Conseil de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la communauté française est applicable, en ce qui concerne les membres du comité de gestion proposés par des Institutions ou organismes relevant de la Communauté française et désignés ou nommés par le Gouvernement de la Communauté française ainsi qu'en ce qui concerne le commissaire désigné par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Toute entreprise qui conteste une décision administrative prise à son égard peut introduire un recours motivé auprès du comité de gestion qui en accuse réception dans les dix jours calendrier, informe les Gouvernements et transmet ce recours, sans délai, à la Commission de recours visée au § 2.

Le recours doit être introduit par l'entreprise dans le mois de la notification de la décision contestée. A défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

La Commission de recours rend son avis dans les trois mois de sa saisine. Par décision motivée, le président de la Commission peut proroger le délai pour une période d'un mois, non renouvelable. L'avis est notifié aux Gouvernements qui se prononcent définitivement et conjointement sur le recours. Cette décision est notifiée au requérant, dans les dix jours calendrier, par le comité de gestion.

§ 2. Il est créé une Commission de recours chargée de rendre des avis sur les recours visés au § 1<sup>er</sup>. La Commission de recours est composée comme suit :

1° un représentant du Gouvernement wallon;

2° un représentant du Gouvernement de la Communauté française;

3° un représentant du Collège de la Commission communautaire française;

4° un représentant du comité de gestion, qui en assure le secrétariat.

Elle est présidée par un magistrat.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, ont voix délibérative. Le membre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, a voix consultative.

La Commission de recours peut entendre l'entreprise ou son représentant, assisté le cas échéant de son conseil. Elle peut exiger la communication des pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

La Commission de recours élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe aux Gouvernements.

Art. 9. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'OFFA.

Art. 10. Le comité de gestion désigne, parmi les membres du personnel de l'OFFA, la personne chargée du secrétariat du comité ainsi que son suppléant.

Art. 11. Conformément à l'article 17, les Gouvernements fixent conjointement le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer respectivement au président, aux vice-présidents et aux membres du comité de gestion. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de l'OFFA.

Art. 12. Conformément à l'article 17, les Gouvernements désignent, chacun pour ce qui le concerne, un commissaire en vue d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954.

Art. 13. Conformément à l'article 17, les Gouvernements nomment conjointement les fonctionnaires dirigeants et les agents selon les modalités qu'ils déterminent.

Ils fixent leurs statuts administratif et pécuniaire ainsi que le cadre organique de l'OFFA.

Conformément à l'article 17, les Gouvernements déterminent conjointement les délégations de compétence qui leur sont attribuées ou déterminent conjointement celles-ci par mandat.

Conformément à l'article 17, les Gouvernements concluent conjointement un contrat de gestion d'une durée de cinq ans avec l'OFFA.

Le décret du Conseil régional wallon du 12 février relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution s'applique mutatis mutandis au contrat de gestion de l'OFFA.

Art. 14. L'OFFA bénéficie de subventions pour l'exercice des missions définies à l'article 5.

L'OFFA peut recevoir des legs et donations et percevoir toutes autres recettes.

L'OFFA peut contracter des emprunts ou négocier des ouvertures de crédit moyennant la garantie conjointe des Gouvernements octroyée conformément à l'article 17.

CHAPITRE V. — *Financement de la Formation en alternance*

Art. 15. Outre les subventions et dotations octroyées par la Communauté française, les CEFA reçoivent une subvention annuelle dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont déterminés conjointement par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

A l'exception des entreprises qui bénéficient des incitants financiers octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 mars 2004 modifiant les articles 53 à 58 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, les entreprises reçoivent un incitant financier destiné, quel que soit l'opérateur de Formation en alternance, à renforcer l'encadrement et le tutorat de l'apprenant en alternance et ainsi garantir une qualité optimale de formation.

Le Parlement wallon détermine le montant, les conditions d'octroi et de liquidation de cet incitant financier.

La surveillance et le contrôle des incitants financiers octroyés à charge du budget de la Région wallonne sont effectués conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution.

Art. 16. Les coûts de fonctionnement de l'OFFA sont répartis, à concurrence de 25 % pour la Communauté française, de 60 % pour la Région wallonne et de 15 % pour la Commission communautaire française.

Les Gouvernements peuvent, selon des modalités définies conjointement, prendre en charge ces coûts par la mise à disposition de personnel, de locaux et de matériels.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 17. Les parties signataires s'engagent, sauf prorogation décidée conjointement par les Gouvernements, dans un délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, à modifier, abroger ou remplacer les législations ou réglementations nécessaires à l'exécution et à la mise en oeuvre du présent accord et des accords de coopération visés au préambule.

Les parties signataires s'engagent à faire adopter par leurs Assemblées parlementaires respectives les décrets et l'ordonnance organiques de l'OFFA dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent accord sauf prorogation décidée conjointement par les Gouvernements. Jusqu'à échéance de ce délai, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française garantissent la pérennité et le financement de l'association visée à l'article 13 de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

Les parties signataires déterminent conjointement les modalités transitoires relatives, notamment, aux accords de coopération qu'ils dénoncent et aux législations et réglementations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Les parties signataires peuvent par arrêtés conjoints coordonner toutes les normes légales et réglementaires relatives à la Formation en alternance.

Les parties signataires s'engagent à consulter, dans l'attente de la mise en place de l'OFFA et du CESCF, les organes consultatifs concernés sur l'ensemble des modifications apportées aux législations et réglementations existantes ou sur l'adoption de nouvelles législations et réglementations liées à la mise en oeuvre du présent accord.

Art. 18. Les Gouvernements peuvent évaluer annuellement l'exécution du présent accord de coopération, notamment sur la base du rapport visé à l'article 5, 13<sup>o</sup>.

Art. 19. Les litiges entre les parties signataires du présent accord sont tranchés conjointement par les Gouvernements.

Art. 20. Les parties signataires peuvent dénoncer le présent accord avec un préavis de six mois. La dénonciation mentionnera sa date de prise d'effet.

Art. 21. En cas de dénonciation du présent accord par une des parties signataires, l'OFFA est dissout selon les conditions fixées par ses décrets et ordonnance organiques.

Art. 22. Les Gouvernements déterminent conjointement la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Bruxelles, le 24 octobre 2008, en trois exemplaires.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
C. DUPONT

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé,  
B. CEREXHE

La Ministre, membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
Mme F. DUPUIS



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 1848

[C – 2010/31278]

**5 MAART 2009. — Decreet houdende instemming met het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** Het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt goedgekeurd. Dit kaderakkoord tot samenwerking wordt bij dit decreet gevoegd.

**Art. 3.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door het College vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 maart 2009.

Voorzitter, belast met Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
Ch. DOULKERIDIS

Lid van het College belast met de Sociale Cohesie,  
Ch. PICQUE

Lid van het College belast met Openbaar Ambt, Gezondheidsbeleid en Beroepsopleiding voor de Middenstand,  
B. CEREXHE

Lid van het College belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Lid van het College belast met Beroepsopleiding, Cultuur, Schoolvervoer,  
Sociale Actie, Sport en Internationale Betrekkingen,  
E. KIR

## BIJLAGE

**Kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op artikel 4, 16°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4° en 10, § 1;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1997 gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de adviescommissie inzake opleiding, tewerkstelling en onderwijs ingesteld bij artikel 28 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle";

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van de alternerende opleiding ondertekend te Brussel op 11 juni 1999 door de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het akkoordprotocol gesloten te Brussel op 17 november 2005 tussen het "IFAPME", de Franse Gemeenschapscommissie (SFPME) en het IFPME (ALTIS);

Gelet op de adviezen uitgebracht door :

1° de "CESRW" op 7 juli 2008 :

2° het "IFAPME" op 8 juli 2008;

3° de "SPFME" op 25 juni 2008;

4° de "CCFEE" op 4 juli 2008;

5° het "IFPME" op 9 juli 2008;

6° het Overlegcomité van de inrichtende machten van het Verplicht onderwijs op 26 juni 2008;

7° het Sectorcomité IX : Onderwijs op 7 juli 2008;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2008;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 15 oktober 2008;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 oktober 2008;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, haar Minister van het Verplicht Onderwijs, de heer Christian Dupont en haar Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en Jeugd, de heer Marc Tarabella;

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en haar Minister van Vorming, de heer Marc Tarabella;

De Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar college in de persoon van zijn Minister-President, belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid, de heer Benoît Cerexhe, en zijn Minister, Lid van het college, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs Cultuur en Schoolverkeer, Mevr. Françoise Dupuis,

Zijn overeengekomen wat volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. § 1. In de zin van dit kaderakkoord tot samenwerking wordt verstaan onder :

1° "Alternerende opleiding" : beroepsopleiding die een praktische opleiding op de werkvloer combineert met een opleiding bij een operator in alternerende opleiding waar algemene en beroepsvakken aangeleerd worden en die georganiseerd wordt in het kader van een partnerschap tussen een opleidings- of onderwijsoperator, een alternerende leerling en een bedrijf, volgens nauwkeurige modaliteiten in termen van opleidingsduur, erkenning van de verworven opleiding, certificering zoals bedoeld in artikel 3, begeleiding, bezoldiging en sociale rechten;

2° "operatoren in alternerende opleiding" :

a) elk "Centre d'Education et de Formation en Alternance" (Centrum voor Alternerend Onderwijs en Opleiding) bedoeld in het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, hierna de "CEFA" genoemd;

b) het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en de "Service Formation P.M.E. » (Dienst Opleiding K.M.O.) opgericht binnen de Diensten van het college van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingscentra overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 zoals gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003, hierna "IFAPME" en "SFPME" genoemd;

3° "alternerende leerling" :

a) hetzij de jongere ingeschreven in een opleiding die voldoet aan de deeltijdse leerplicht bedoeld in artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht,

b) hetzij de jongere van meer dan 18 jaar oud en van minder dan 25 jaar oud;

en die een alternerende opleiding start bij één van de operatoren in alternerende opleiding bedoeld in 2°, een alternerende overeenkomst sluit zoals bedoeld in 7° en een bedrijfsopleiding volgt zoals bedoeld in 4°;

4° "bedrijf" : elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die een alternerende leerling tewerkstelt op grond van een alternerende overeenkomst zoals bedoeld in 7°;

5° "referentiepersoon" : de toezichthoudende afgevaardigde die onder het "IFAPME" of de "SFPME" ressorteert, de coördinator, de begeleider of elk personeelslid van de "CEFA", ieder wat hem betreft, dat de opdrachten bedoeld in § 2 vervult;

6° "mentor" : de persoon die binnen het bedrijf aangewezen wordt als verantwoordelijke voor de opleiding en begeleiding van een alternerende leerling overeenkomstig § 3°;

7° "alternerende overeenkomst" : de overeenkomst die op elk ogenblik van het opleidingsjaar kan gesloten worden en die volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 2, de rechten en plichten van de alternerende leerling en het bedrijf regelt en die vergezeld is van een opleidingsplan zoals omschreven in § 4°;

8° "Regeringen" : de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De referentiepersoon heeft de volgende opdrachten :

1° toezien op de naleving van de alternerende overeenkomst en het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is;

2° de onontbeerlijke tussenpersoon zijn voor het sluiten van de alternerende overeenkomst, erop toezien dat ze tot een goed eind wordt gebracht en o.a. belast zijn met de administratieve aspecten in het kader van de opvolging van de alternerende leerling tijdens zijn bedrijfsopleiding;

3° zorgen voor een efficiënte samenwerking tussen de alternerende leerling, het bedrijf, de mentor en de operator in alternerende opleiding;

4° de alternerende leerling begeleiden bij zijn stappen om zijn sociale rechten te handhaven en hem de nodige informatie verstrekken met betrekking tot de rechten bedoeld in § 1, 1°.

De Regeringen bepalen deze opdrachten gezamenlijk overeenkomstig artikel 17.

§ 3. De mentor heeft als opdracht ervoor te zorgen dat de alternerende leerling binnen het bedrijf de vakbekwaamheid verwerft die nodig is voor de uitoefening van het beroep waarop hij zich voorbereidt.

De aanwijzing van een mentor en de uitoefening van zijn opdracht zijn een garantie voor een kwaliteitsbegeleiding in het bedrijf die een voorwaarde is voor de toegang tot de financiële stimulans bedoeld in artikel 15, tweede en derde lid.

De Regeringen bepalen deze opdrachten gezamenlijk overeenkomstig artikel 17.

§ 4 Het opleidingsplan wordt bij de alternerende overeenkomst gevoegd. Het wordt opgesteld door de opleidingsoperator in samenwerking met het bedrijf en de alternerende leerling. Het omschrijft het opleidingstraject van de alternerende leerling en de vaardigheden die hij moet verwerven via de bedrijfsopleiding en via de opleiding gegeven door de operator in alternerende opleiding.

Het opleidingsplan is individueel en heeft als doelstelling het opleidingstraject van de alternerende leerling zo goed mogelijk te identificeren door hem, desgevallend, de mogelijkheid te geven om te genieten van de vrijstellingen bepaald bij of krachtens de organieke wetgeving van de operatoren in alternerende opleiding.

Het bevat o.a. :

1° de lijst met de oorspronkelijke vaardigheden van de alternerende leerling;

2° de lijst met de gehaalde titels, getuigschriften en diploma's;

3° de door de alternerende leerling te verwerven vaardigheden, overeenkomstig de opleidingsprofielen voortgebracht door de "Service francophone des Métiers et Qualifications, hierna de "SFMQ" genoemd;

4° de doelstellingen van de slotevaluatie van de alternerende leerling en dit, door te verwijzen naar de beheersingsdrempels bepaald door de "SFMQ".

§ 5. Overeenkomstig artikel 17 bepalen de Regeringen gezamenlijk de inhoud en de uitvoeringsmodaliteiten van de alternerende overeenkomst en van het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is en nemen ze alle wettelijke en reglementaire bepalingen om ervoor te zorgen dat deze alternerende overeenkomst en het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is, binnen de termijnen die zij bepalen, de Overeenkomsten inzake alternerende opleiding, de Overeenkomst inzake socio-professionele inschakeling en de leerovereenkomst vervangen.

Overeenkomstig artikel 17 kunnen de Regeringen gezamenlijk de omschrijvingen van de alternerende opleiding en de alternerende leerling bepalen en ook de lijst van de operatoren in alternerende opleiding uitbreiden.

## HOOFDSTUK II. — *Toegangsvoorwaarden tot de alternerende opleiding, verplichtingen van de alternerende leerling, het bedrijf en de operatoren in alternerende opleiding*

Art. 2. § 1. Met inachtneming van de wet betreffende de leerplicht moet de kandidaat alternerende leerling om toegang te krijgen tot de alternerende opleiding :

1° vóór de inschrijving bij een operator in alternerende opleiding, hetzij :

a) slagen voor de 1e graad van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4;

b) slagen voor het 3e jaar van het gewoon of gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs van vorm 4;

c) het 3e differentiatie- en oriëntatiejaar volgen binnen het gewoon of gespecialiseerd onderwijs van vorm 4°;

d) de 2e fase volgen binnen het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3;

e) slagen voor een toelatingsproef op basis van een test betreffende de vereiste voorkennis waarvan de modaliteiten door de Algemene Inspectiedienst van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap worden bepaald.

Bij gebrek moet de kandidaat vanwege de klassenraad, na afloop van het 2e differentiatiejaar of het bijkomend differentiatiejaar bedoeld in het decreet houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, het voorwerp uitmaken van een beslissing die hem o.a. de mogelijkheid biedt om zijn alternerende opleiding voort te zetten.

Desgevallend zal de jongere bij de opleidingsoperator een voorbereidende periode volgen die hem de vereiste voorkennis bedoeld in punt e) hierboven zal bijbrengen;

2° een alternerende overeenkomst sluiten en een bedrijfsopleiding effectief volgen.

§ 2. De alternerende leerling dient, overeenkomstig en onverminderd § 6, de volgende verplichtingen in acht te nemen :

1° in het bedrijf aanwezig zijn overeenkomstig de modaliteiten van de alternerende overeenkomst en alles in het werk stellen om de overeenkomst tot een goed einde te brengen;

2° zich met het oog op de goede uitvoering van de alternerende overeenkomst richten naar de onderrichtingen van de bedrijfsplasthebbers of -aangestelden of zijn mentor, en ook van zijn referentiepersoon;

3° de cursussen of opleidingen regelmatig volgen, deelnemen aan de opleidingssevaluaties en evaluaties met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs;

4° in geval van breuk of schorsing van de alternerende overeenkomst, deelnemen aan het specifieke programma dat door de opleidingsoperator wordt opgesteld.

§ 3. Het bedrijf dient, via één van zijn lasthebbers of aangestelden die de enige gesprekspartner is, de volgende verplichtingen in acht te nemen :

1° ervoor zorgen dat het gedeelte van het opleidingsplan dat het bedrijf ten laste valt aan de alternerende leerling wordt verstrekt om hem op de opleidingsevaluaties en evaluaties met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs voor te bereiden;

2° de alternerende leerling opleiden voor het beroep waarop hij zich voorbereidt;

3° de begeleiding voorzien die nodig is voor de integratie van de alternerende leerling in het bedrijf tijdens de alternerende opleiding;

4° aan de alternerende leerling taken toevertrouwen die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waarop hij zich voorbereidt en die geen gevaar inhouden voor zijn gezondheid en fysieke integriteit;

5° een verzekering aangaan tegen arbeidsongevallen of ongevallen op de weg van en naar het werk die met de alternerende leerling kunnen gebeuren terwijl of door het feit dat de alternerende overeenkomst wordt uitgevoerd;

6° de wettelijke en reglementaire bepalingen eigen aan het statuut van de alternerende leerling naleven zonder evenwel de bepalingen betreffende een werknemer in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten op hem toe te passen;

7° de alternerende leerling in het bedrijf minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteit geven die op minstens twintig weken worden verdeeld. Het opleidingsjaar kan overeenkomstig het schoolkalender plaatsvinden of worden georganiseerd volgens andere modaliteiten die overeenkomstig artikel 17 gezamenlijk door de Regeringen worden bepaald;

8° een bezoldiging uitbetalen aan de alternerende leerling.

De bezoldiging loopt geleidelijk op rekening houdend met het opleidingstraject, de verwerving van de vaardigheden door de alternerende leerling en het opleidingsjaar, en is gebonden aan de in het bedrijf gepresteerde tijd. Het bedrag ervan en de berekenings- en uitbetalingsmodaliteiten worden overeenkomstig artikel 17 gezamenlijk door de Regeringen vastgelegd.

§ 4. De operator in alternerende opleiding dient de volgende verplichtingen in acht te nemen :

1° elke jongere die alternerende leerling wenst te worden, begeleiden, informeren en helpen met de zorg om de meest geschikte opleidingsoplossing voor te stellen door een geïndividualiseerd opleidingsplan op te stellen dat de verworvenheden en het professioneel project van de kandidaat alternerende leerling valoriseert en dat de opleidingsprofielen in acht neemt;

2° eventueel met de hulp van de instelling bedoeld in artikel 4, zoeken naar bedrijfsopleidingen die aan het profiel van de alternerende leerling zijn aangepast;

3° toezicht houden op het sluiten van de alternerende overeenkomst en ervoor zorgen dat ze goed wordt uitgevoerd;

4° als vereiste voorkennis voor het sluiten van een alternerende overeenkomst de vaardigheden van de alternerende leerling evalueren inzake kennis, handigheid en opdoen van ervaring en, desgevallend, aan de alternerende leerling een voorbereidend programma voorstellen dat hem de mogelijkheden geeft om te voldoen aan de afgesproken vereiste voorkennis;

5° waarborgen dat de alternerende leerling en het bedrijf aan de verplichtingen bedoeld in de §§ 3 en 4 voldoen;

6° de lessen en opleiding voorzien in de referentiestelsels verstrekken op basis van de opleidingsprofielen opgesteld door de "SFMQ";

7° de alternerende leerling begeleiden in zijn opleidingstraject binnen het bedrijf;

8° de alternerende leerling inlichten omtrent de certificatievoorwaarden zoals bedoeld in artikel 3 en hun rechtsgevolgen;

9° de alternerende leerling inlichten omtrent de mogelijkheden van socio-professionele inschakeling en omtrent de arbeidsmarkt in samenwerking met de bevoegde overheidsdienst voor werkgelegenheid;

10° in geval van verbreking van de alternerende overeenkomst of van schorsing van meer dan drie maanden, een specifiek programma voorzien dat de continuïteit van de opleiding van de alternerende leerling nastreeft en ervoor zorgen dat hij aan dit programma deelneemt;

11° een bemiddelingsdienst voorzien waarop de alternerende leerling of het bedrijf beroep kunnen doen.

De Regeringen kunnen gezamenlijk, bij gebrek aan opleidingsprofielen zoals bedoeld in het eerste lid, 6°, de organisatie van een opleiding toelaten die niet overeenstemt met een opleidingsprofiel opgesteld door de "SFMQ". Deze opleiding wordt bekrachtigd door een beroepsbekwaamhedenattest. Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de leeropleidingen van het "IFAPME" en van de "SFPME" die op de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord reeds door de Erkenningscommissie van de leeropleidingen erkend zijn maar waarvan het opleidingsprofiel nog door de "SFMQ" moet worden bepaald, ook door een Leergetuigschrift worden bekrachtigd. De zogenaamde profielen moeten binnen vijf jaar worden bepaald.

Het specifieke programma bedoeld in het eerste lid, 10°, bevat opleidingsmodules alsook een opvolging inzake informatie en oriëntatie naargelang de soort en de redenen van de breuk of schorsing. Onverminderd wat voorafgaat en in het geval van een verbreking van de alternerende overeenkomst, stelt de operator alles in het werk om een nieuwe bedrijfsopleiding aan de alternerende leerling voor te stellen. Bij gebrek onderneemt hij alle nodige stappen om hem in een opleidingstraject weer op te nemen en verwittigt hij de ad hoc diensten die de bovengenoemde wet van 29 juni 1983 moeten doen naleven.

De operator in alternerende opleiding stelt het voorbereidend programma bedoeld in het eerste lid, 4°, op en voert het intern uit of, in voorkomend geval, in samenwerking met andere opleidingsoperatoren. Het voorbereidend programma mag, op enkele uitzonderingen na, niet langer duren dan drie maanden. Na afloop van deze termijn, als de alternerende leerling nog onder de leerplicht valt, onderneemt de operator in alternerende opleiding de nodige stappen om hem weer in een opleidingstraject op te nemen.

§ 5. De bij de alternerende overeenkomst en het opleidingsplan betrokken partijen zijn elkaar eerbied en achting verschuldigd.

§ 6. Overeenkomstig artikel 17 bepalen de Regeringen gezamenlijk de toegangsvoorwaarden en de verplichtingen bedoeld in de §§ 1 tot 5 en zetten ze om in de alternerende overeenkomst en in het daarbij gevoegde opleidingsplan waarvan zij de inhoud bepalen.

### HOOFDSTUK III. — *Toegang van de alternerende leerling tot de certificering*

Art. 3. § 1. Op basis o.a. van de evaluatie van de huidige samenwerking tussen enerzijds, het Onderwijs voor Sociale Promotie en anderzijds, het "IFAPME" en de "SFPME" die de uitreiking beoogt, door het Onderwijs voor Sociale Promotie, van bekwaamheidsgetuigschriften aan leerlingen opgeleid door deze operatoren, bepalen de Regeringen gezamenlijk aan welke voorwaarden deze operatoren de Bekwaamheidsgetuigschriften via eigen middelen kunnen uitreiken.

Het eerste lid is van toepassing vanaf 1 september 2011.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid zullen betrekking hebben op :

1° de erkenning door de Regering van de Franse Gemeenschap van het feit dat het bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door het "IFAPME" en de "SFPME" een aantal vaardigheden bekrachtigt die overeenkomen met het overeenstemmende bekwaamheidsgetuigschrift van het Secundair Onderwijs met volledig leerplan of het Onderwijs voor Sociale promotie;

2° de noodzaak dat, na afloop van de opleiding, de jongere alle vaardigheden hebben verworven die door het betrokken opleidingsprofiel worden omschreven en die door de Regering van de Franse Gemeenschap worden goedgekeurd en door het Parlement van de Franse Gemeenschap worden bevestigd op basis van een voorstel van de "Service francophone des Métiers et Qualifications";

3° zoals voor het onderwijs, het nazien door de Algemene Inspectiedienst van de Franse Gemeenschap van het niveau van de verwerving van de vaardigheden;

4° het bestaan van een systeem van vereiste titels.

De Regering erkent de gelijkwaardigheid van de vaardigheidspakketten bedoeld in het derde lid, 1°, op advies van een raadplegingscel samengesteld voor drie kwart uit vertegenwoordigers van de Algemene Overlegraad van het Secundair Onderwijs en het Overlegcomité van het Onderwijs voor Sociale Promotie en voor één kwart uit vertegenwoordigers van het "IFAPME" en de "SFPME".

De Regeringen verbinden zich er ook toe de reglementaire bepalingen aan te passen om de jongeren de gelegenheid te geven hun opleiding bij de "IFAPME" of de "SFPME" voort te zetten terwijl ze bij het Onderwijs zijn gestart en omgekeerd.

§ 2. De houders van een bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door het "IFAPME" en de "SFPME" die het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs wensen te halen, kunnen dit getuigschrift halen, hetzij via het secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend, hetzij via het Onderwijs voor Sociale Promotie en dit, volgens de modaliteiten en voorwaarden inzake de uitreiking van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs aan de houders van een bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend of door het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Om het eerste lid uit te voeren zal de Regering van de Franse Gemeenschap, indien nodig, aanpassingen doorvoeren of voorstellen i.v.m. de wetgeving en de reglementering betreffende de uitreiking van het getuigschrift van het Hoger secundair onderwijs aan de houders van een bekwaamheidscertificaat en dit, om rekening te houden met de wil van de Regeringen om de toegang tot het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs mogelijk te maken voor de houders van het bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de "IFAPME" of de "SFPME".

### HOOFDSTUK IV. — *Sturing van de alternerende opleiding*

Art. 4. Er wordt onder het opschrift "Office francophone de la Formation en alternance" een instelling van openbaar nut opgericht, hierna de "OFFA" genoemd.

De "OFFA" heeft rechtspersoonlijkheid.

De "OFFA" is ingedeeld onder de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Zijn benaming wordt toegevoegd, op haar plaats in de alfabetische volgorde, aan de lijst van de instellingen opgesomd in artikel 1, B, van de voornoemde wet.

Behoudens het bepaalde van dit akkoord en van de decreten en de verordeningen aangenomen door de ondertekenende partijen, wordt de "OFFA" onderworpen aan de gezamenlijke bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en haar uitvoeringsbesluiten die van toepassing zijn op de instellingen van categorie B.

De administratieve zetel van de "OFFA" is gevestigd in Brussel. Hij kan beslissen om zijn activiteiten te verdelen op verschillende sites van het grondgebied van het Franse taalgebied en op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 5. De "OFFA" is belast met de sturing van de alternerende opleiding.

In het kader van dit akkoord worden de volgende opdrachten vervuld :

1° op eigen initiatief of op verzoek, aan de Regeringen elke maatregel die nuttig is voor de ontwikkeling van de alternerende opleiding, voorstellen en aanbevelen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regeringen, een gemotiveerd advies uitbrengen over de voorontwerpen van decreet of verordening alsook de ontwerpen van besluit of van reglement betreffende de uitvoering van dit akkoord;

3° borg staan voor het statuut en de mobiliteit van de alternerende leerling, ongeacht de door hem gekozen operator in alternerende opleiding;

4° de transparantie verzekeren tussen aanbod en aanvraag van de alternerende overeenkomst, in samenwerking met de operatoren en eventueel met de beroepssectoren;

5° onverminderd de promotieacties gevoerd door de operatoren in alternerende opleiding, de globale promotie van de alternerende opleiding organiseren, o.a. bij de bedrijven en, indien nodig, met de beroepsfederaties;

6° een coördinatie op lokaal vlak verzekeren, eventueel vanuit de Zonale raden voor alternerende opleiding, tussen de operatoren in alternerende opleiding en het onderwijs op het vlak van de informatie en de oriëntatie van de jongeren;

7° een permanent kwantitatief en kwalitatief onderzoek verrichten inzake de toestand van de alternerende opleiding in het Franse taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad om de alternerende opleiding te voorzien van een indicatoren-systeem in samenwerking met de operatoren in alternerende opleiding en, indien nodig, met de steun van de diensten en administraties van de Regeringen of elke andere bevoegde instelling inzake alternerende opleiding alsook inzake toekomstverwachting en statistiek;

8° als deskundigen meewerken aan de werkzaamheden van de Kamer Onderwijs-Opleiding van de "SFMQ";

9° de alternerende opleiding opnemen in de institutionele en socio-economische context alsook in het beleid van het levenslang leren zowel op Franstalig als op Europees vlak;

10° beslissen over de toekenning en aan de bedrijven de financiële incentives uitbetalen voor de alternerende opleiding bedoeld in artikel 15, tweede lid;

11° informatie verstrekken over de uitvoeringsvoorwaarden van dit akkoord en over de procedures die gezamenlijk door de Regeringen worden bepaald overeenkomstig artikel 17;

12° de opleiding tot het gebruik van voorbereidings- en opvolgingsinstrumenten en evaluatie-instrumenten voor de alternerende opleiding voorzien en waarborgen;

13° een activiteitenverslag dat een evaluatie van de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord bevat, jaarlijks opstellen en gezamenlijk aan de Regeringen richten.

Overeenkomstig artikel 17 kunnen de Regeringen deze opdrachten gezamenlijk bepalen en elke maatregel nemen om de nodige coördinatie tussen hun diensten, administraties en elke andere instelling bevoegd inzake alternerende opleiding te garanderen.

Art. 6. De "OFFA" wordt beheerd door een Beheerscomité, dat samengesteld is uit 21 leden, onder wie :

1° een voorzitter en twee ondervoorzitters;

2° drie vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangende leden van het "IFAPME";

3° twee vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangende leden van de "SFPME";

4° vier vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangende leden van het Verplicht onderwijs;

5° een vertegenwoordiger en een plaatsvervangend lid van het Onderwijs voor Sociale promotie;

6° vier vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangende leden van de representatieve werknemersorganisaties;

7° vier vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangende leden van de representatieve werkgeversorganisaties.

Art. 7. § 1. Overeenkomstig artikel 17 benoemen en wijzen de Regeringen de voorzitter en de ondervoorzitters gezamenlijk aan voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

Overeenkomstig artikel 17 wijzen de Regeringen gezamenlijk en voor een hernieuwbare periode van vijf jaar de andere gewone leden en hun plaatsvervangende leden aan, op de voordracht van :

1° de Algemene overlegraad van het Verplicht onderwijs en de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie wat betreft de leden bedoeld in artikel 6, 4° en 5°;

2° de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wat betreft de leden bedoeld in artikel 6, 6° en 7°.

Wat betreft de aanwijzingen en de benoemingen verbinden de Regeringen zich ertoe de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen na te leven.

Niemand kan als gewoon of plaatsvervangend lid worden aangewezen als hij lid is of geweest is van een instelling of een vereniging die de democratische principes niet naleeft zoals vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Niemand kan als gewoon of plaatsvervangend lid aangewezen worden als hij lid is van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat of van één van de gewestelijke en gemeenschappelijke parlementen.

§ 2. Het mandaat van de leden van de "OFFA" eindigt :

- 1° in geval van ontslag;
- 2° als de organisatie, die een lid heeft voorgedragen, om zijn vervanging vraagt;
- 3° als een lid niet langer deel uitmaakt van de organisatie die hij vertegenwoordigt;
- 4° als een lid de leeftijd van 67 jaar heeft bereikt, behalve afwijking gezamenlijk toegestaan door de Regeringen om behoorlijk gemotiveerde redenen;
- 5° als een lid meer dan drie keer per jaar zonder rechtvaardiging afwezig is;
- 6° als het de helft van de jaarlijkse vergaderingen niet bijwoont, behalve afwijking gezamenlijk toegestaan door de Regeringen om medische redenen;
- 7° als hij lid wordt van een instelling of een vereniging bedoeld in § 1, vierde lid.

Het lid dat zijn mandaat vóór de verstrijktatum neerlegt wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat als gewoon lid voleindigt; een nieuw plaatsvervangend lid wordt dan overeenkomstig § 1 aangewezen.

Elke beslissing van het Beheerscomité wordt bij meerderheid van de aanwezige leden genomen.

Het beheerscomité stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Regeringen.

Het huishoudelijk reglement van het beheerscomité voorziet o.a. in :

- 1° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen;
- 2° de regels voor de oproeping van het Beheerscomité, indien mogelijk langs de elektronische weg;
- 3° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten;
- 4° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter(s);
- 5° de quorumregels opdat het beheerscomité rechtsgeldig kan beraadslagen alsook de stemmingsmodaliteiten van de leden;
- 6° de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;
- 7° de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;
- 8° de beroepsvoorwaarden en de modaliteiten tot uitvoering van de schriftelijke procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van hoogerdringendheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;
- 9° desgevallend, de in acht te nemen regels in het kader van de opmaak van de begroting van de "OFFA";
- 10° de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;
- 11° desgevallend, de zetel en de plaats van de vergaderingen van het beheerscomité;
- 12° de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;
- 13° deontologische regels die bepalingen bevatten i.v.m. de belangenconflicten;
- 14° het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van het Beheerscomité.

Van toepassing zijn wat betreft de leden van het beheerscomité voorgedragen door instellingen of instanties die onder het Waals Gewest ressorteren en die aangewezen of benoemd zijn door de Waalse Regering alsook wat betreft de commissaris aangewezen door de Waalse Regering :

1° het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, onder voorbehoud van de wijziging van artikel 3 van dit decreet;

2° het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, onder voorbehoud van de wijziging van artikel 3 van dit decreet.

Het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren is van toepassing, wat betreft de leden van het Beheerscomité voorgedragen door instellingen of instanties die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en die aangewezen of benoemd zijn door de Regering van de Franse Gemeenschap alsook wat betreft de commissaris aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. § 1. Elk bedrijf dat een administratieve beslissing die tegen hem is getroffen, betwist, kan een gemotiveerd beroep indienen bij het Beheerscomité dat binnen tien kalenderdagen ontvangst bericht, de Regeringen informeert en het beroep onverwijld overmaakt aan de Beroepscommissie bedoeld in § 2.

Het beroep moet binnen de maand van de kennisgeving van de omstreden beslissing door het bedrijf worden ingediend. Als het beroep niet binnen die termijn ingediend wordt, is de beslissing definitief.

De beroepscommissie brengt haar advies uit binnen drie maanden na de aanhangigmaking van de zaak. Bij gemotiveerde beslissing kan de President van de Commissie de termijn met een niet-hernieuwbare periode van één maand verlengen. Het advies wordt aan de Regeringen meegedeeld die zich definitief en gezamenlijk uitspreken over het beroep. Deze beslissing wordt door het Beheerscomité aan de verzoeker meegedeeld binnen tien kalenderdagen.

§ 2. Er wordt een Beroepscommissie opgericht die adviezen moet uitbrengen over de beroepen bedoeld in paragraaf 1. De Beroepscommissie is samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Waalse Regering;
- 2° een vertegenwoordiger van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3° een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° een vertegenwoordiger van het Beheerscomité, die er het secretariaat van waarneemt.

Ze wordt voorgezeten door een magistraat.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, zijn stemgerechtigd. Het lid bedoeld in het eerste lid, 4°, heeft raadgevende stem.

Het bedrijf of zijn vertegenwoordiger, eventueel door zijn raadsman bijgestaan, kan door de Beroepscommissie gehoord worden. Ze kan de mededeling van stukken, inlichtingen, documenten en bijkomende gegevens die zij nuttig acht, opeisen.

De Beroepscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Regeringen.

Art. 9. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, beschikt het Beheerscomité over de nodige bevoegdheden voor de administratie van de "OFFA".

Art. 10. Het Beheerscomité wijst, onder de personeelsleden van de "OFFA" de persoon aan die belast is met het secretariaat van het comité alsook zijn plaatsvervanger.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 17 bepalen de Regeringen gezamenlijk het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden die respectievelijk toegekend worden aan de voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van het Beheerscomité. Deze vergoedingen en presentiegelden vallen ten laste van de "OFFA".

Art. 12. Overeenkomstig artikel 17 wijzen de Regeringen, ieder wat haar betreft, een commissaris aan om de bevoegdheden bepaald bij de wet van 16 maart 1954 uit te oefenen.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 17 benoemen de Regeringen gezamenlijk de leidende ambtenaren en de personeelsleden volgens de modaliteiten die zij bepalen.

Zij bepalen hun administratief en geldelijk statuut alsook de personeelsformatie van de "OFFA".

Overeenkomstig artikel 17 bepalen de Regeringen gezamenlijk de delegaties van bevoegdheden die hen worden toegewezen of bepalen ze deze bevoegdheden gezamenlijk per mandaat.

Overeenkomstig artikel 17 sluiten de Regeringen gezamenlijk een beheerscontract van vijf jaar met de "OFFA".

Het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet is van overeenkomstige toepassing op het beheerscontract van de "OFFA".

Art. 14. De "OFFA" geniet toelagen voor de uitoefening van de opdrachten omschreven in artikel 5.

De "OFFA" mag giften en legaten in ontvangst nemen en elke andere ontvangst invorderen.

De "OFFA" kan leningen aangaan of kredietopeningen onderhandelen mits de gezamenlijke waarborg van de Regeringen die overeenkomstig artikel 17 wordt toegekend.

#### HOOFDSTUK V. — *Financiering van de alternerende opleiding*

Art. 15. Behalve de toelagen en dotaties toegekend door de Franse Gemeenschap, krijgen de "CEFA" een jaarlijkse toelage waarvan het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitbetalingsmodaliteiten gezamenlijk door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering worden bepaald.

Met uitzondering van de bedrijven die de financiële incentives ontvangen, toegekend krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 maart 2004 tot wijziging van de artikelen 53 tot 58 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, krijgen de bedrijven een financiële incentive die, ongeacht de operator in alternerende opleiding, bestemd is om de begeleiding en het peterschap van de alternerende leerling te versterken en zo een opleiding van optimale kwaliteit te garanderen.

Het Waals Parlement bepaalt het bedrag, de toekennings- en uitbetalingsvoorwaarden van deze financiële incentive.

Het toezicht en de controle van de financiële incentives toegekend ten laste van de begroting van het Waalse Gewest worden uitgevoerd overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 16. De werkingskosten van de "OFFA" worden verdeeld ter hoogte van 25 % voor de Franse Gemeenschap, 60 % voor het Waalse Gewest en 15 % voor de Franse Gemeenschapscommissie.

De Regeringen kunnen volgens modaliteiten die samen worden bepaald, deze kosten overnemen door de terbeschikkingstelling van personeel, ruimte en materiaal.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe, behoudens verlenging die samen door de Regeringen wordt beslist, binnen één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit akkoord, de wetgevingen of de reglementeringen die nodig zijn voor de uitvoering van dit akkoord en het in de aanhef bedoelde samenwerkingsakkoord te wijzigen, op te heffen of te vervangen.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe de organieke decreten en verordening van de "OFFA" te laten aannemen door hun respectievelijke parlementaire vergaderingen binnen zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit akkoord, behalve verlenging die samen door de Regeringen wordt beslist. Tot afloop van deze termijn staan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap in voor het voortbestaan en de financiering van de vereniging bedoeld in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 13 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering.

De ondertekenende partijen bepalen samen de overgangsmodaliteiten betreffende, o.a., de samenwerkingsakkoorden die zij opzeggen en de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in het eerste en tweede lid.

De ondertekenende partijen kunnen met gezamenlijke besluiten elke wettelijke en reglementaire norm betreffende de alternerende opleiding coördineren.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om, in afwachting van de oprichting van de "OFFA" en de "CESCF", de betrokken adviesorganen te raadplegen over het geheel van de wijzigingen in de bestaande wetgevingen en reglementeringen of over de aanneming van nieuwe wetgevingen en reglementeringen i.v.m. de uitvoering van dit akkoord.



Art. 18. De Regeringen kunnen jaarlijks de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord evalueren, met name op basis van het verslag bedoeld in artikel 5, 13°.

Art. 19. De geschillen tussen de partijen die dit akkoord hebben ondertekend, worden gezamenlijk beslecht door de Regeringen.

Art. 20. De ondertekenende partijen kunnen dit akkoord opzeggen mits een opzegtermijn van zes maanden. De opzegging moet de datum van inwerkingtreding ervan vermelden.

Art. 21. In geval van opzegging van dit akkoord door één van de ondertekenende partijen wordt de "OFFA" ontbonden volgens de voorwaarden vastgelegd door zijn organieke decreten en verordening.

Art. 22. De Regeringen bepalen samen de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

Brussel op 24 oktober 2008, in drie exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van het Verplicht Onderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Jeugd en van het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President, belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid,  
B. CEREXHE

De Minister, lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs Cultuur en Schoolverkeer,  
Mevr. F. DUPUIS

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 1849

[C – 2010/29309]

#### 22 AVRIL 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française arrêtant le modèle de comptabilité d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones tel que modifié par le décret du 19 octobre 2007;

Considérant qu'en application des articles 3, 6° et 8°, et 17 du décret du 30 mars 2007, l'association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones doit tenir une comptabilité permettant le contrôle visé à l'article 3, 8°, du décret du 30 mars 2007, dont le modèle est fixé par le Gouvernement;

Considérant qu'en application de l'article 17 du décret du 30 mars 2007, le modèle de comptabilité visé à l'article 3, 6°, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 27 novembre 2009;

Sur la proposition du Ministre des Sports;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La comptabilité de l'association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones est tenue selon le modèle annexé.

**Art. 2.** Le Ministre des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE